



## **Verbatim de la conférence de presse hebdomadaire**

**Mercredi 22 octobre 2014**

### **Propos liminaires de Mme Myriam Dessables :**

#### **SRSR**

- Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine et Chef de la MINUSCA Général Babacar Gaye a été invité par le Conseil de Sécurité à lui présenter un rapport sur la situation en République centrafricaine, cet après-midi par video conference.

### **VISITES SUR LE TERRAIN**

#### **BERBERATI**

Dans la suite des visites dans les régions, une délégation de la MINUSCA s'est rendue hier (mardi 21 octobre) à Berberati pour établir des contacts avec les autorités locales et préparer le terrain pour l'ouverture d'un bureau auxiliaire de la MINUSCA.

La délégation conduite par Monsieur Aurélien Agbénonci, le Représentant spécial adjoint, Coordonnateur Résident du système des Nations Unies et Représentant du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) était composée de représentants des composantes militaire et civile de la MINUSCA, notamment la coordination terrain des bureaux de la MINUSCA, des droits de l'homme, de la division électorale et de l'Information.

La mission a eu des rencontres avec les autorités politico administratives, avec l'Évêque, les représentants de la communauté musulmane et l'Imam actuellement hébergé dans l'Évêché, ainsi que les humanitaires et représentants des ONG locales et internationales. La délégation de la MINUSCA a effectué une tournée à travers la ville ce qui lui a permis de se pencher sur la situation des communautés à risque et d'évaluer le niveau de tension entre les différents groupes, les musulmans et anti-Balaka, en particulier.

Lors de ses différentes réunions avec les représentants locaux, Monsieur Agbénonci a mis l'accent sur l'accompagnement du processus politique par les Nations Unies en lançant des messages clairs sur l'importance d'éviter toute forme de violence et de s'engager dans le processus de paix et de réconciliation par la voie du dialogue. Il a saisi cette occasion pour se

renseigner sur l'état actuel de la restauration de l'autorité de l'État. La discussion a également porté sur les préparatifs des élections, les démembrements et la mise en place des bureaux électoraux locaux. Il s'est entretenu avec le juge sur le fonctionnement du tribunal et a demandé au sous-préfet intérimaire de fournir une liste des postes de l'administration publique.

### **BOUAR**

Une délégation du ministère des affaires étrangères et du ministère de la Défense français s'est rendue la semaine dernière à *Bouar* à la rencontre des acteurs locaux.

A Bouar la délégation a été reçue par les représentants civils et militaires de la MINUSCA et a rencontré les agences des Nations Unies qui travaillent au profit de la population. Elle s'y est rendue pour constater sur le terrain les efforts entrepris par les autorités locales centrafricaines notamment dans les domaines de l'administration territoriale, la justice, la police et la gendarmerie, ainsi que l'aménagement du territoire en vue de la reconstruction de la ville.

Lors de la rencontre, les chefs religieux ont souligné l'urgence de fournir une formation et de l'emploi aux jeunes, à travers des projets de réhabilitation des routes.

La visite de la radio communautaire Maïgaro a été l'occasion d'échanger sur la sensibilisation au processus politique et à la réconciliation.

### **PROCESSUS POLITIQUE**

Le Médiateur de la crise centrafricaine, le Président de la République du Congo, Denis Sassou Nguesso, a dépêché, le 18 octobre à Bangui, une mission composée du ministre des Affaires étrangères de la République du Congo, Basile Ikouebe, et des vice-Médiateurs, représentant l'Union africaine et les Nations Unies, l'ancien ministre malien de la Défense, Soumeylou Boubeye Maiga, et le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale, Abdoulaye Bathily.

La visite faisait suite à la recrudescence, les semaines écoulées, d'actes de violence dans la capitale centrafricaine, en flagrante violation de de l'accord de cessations des hostilités signés le 23 juillet 2014 à Brazzaville, en République du Congo.

La mission a rencontré les autorités de la Transition, dont la Chef de l'État de la Transition, Mme Catherine Samba-Panza, le Premier ministre de la Transition, Mahamat Kamoun, et le Président du Conseil national de Transition (CNT), Alexandre Ferdinand Nguendet.

La médiation internationale a aussi rencontré les participants au forum de Brazzaville, au nombre desquels des membres du gouvernement, des conseillers nationaux de la Transition, des représentants de partis politiques, des groupes politico-militaires, des membres de la société civile, des leaders religieux, des représentant d'associations de femmes et de jeunes, etc.), dont la majorité sont signataires de l'accord de cessation des hostilités,

La rencontre a permis de souligner la profonde préoccupation de la communauté internationale face à la situation en RCA. Basile Ikouebe a

rappelé que la transition doit être menée d'une manière pacifique, inclusive et consensuelle. Basile Ikouebe a fait valoir la grande nécessité d'organiser, dans les meilleurs délais, des élections, seul moyen pour le peuple centrafricain d'élire ses dirigeants et ainsi éviter une nouvelle prolongation de la période transitoire.

### **PROCESSUS ELECTORAL**

- Le processus électoral a vu quelques développements ces dernières semaines. Suite à la désignation des membres des bureaux électoraux des huit (8) arrondissements de Bangui, une délégation de l'Autorité Nationale des Élections composée du Vice-Président, du Commissaire chargé des Opérations et du chargé de Communication s'était rendue début octobre à Bimbo et Begoua afin d'ouvrir deux nouveaux bureaux dans ces communes.
- Au total sept (7) membres dont deux (2) femmes, ont été désignés pour siéger au bureau électoral de la commune de Bimbo. Ils représentent la société civile, les partis politiques et les pouvoirs publics. Sept (7) autres représentants des mêmes entités dont deux (2) femmes, ont été désignés comme membre du démembrement de l'ANE de la commune de Begoua.
- Les bureaux électoraux constituent des représentations de l'ANE dans les communes. Des bureaux seront ouverts dans les semaines qui viennent dans toutes les communes de la région (Ombella-Mpoko & Lobaye) suivi de toutes les préfectures du pays.
- L'ANE a commencé à fournir régulièrement des clips d'informations électorales pour radiodiffusion quotidienne aux antennes de la radio GUIRA de la MINUSCA 93.3 FM en vue de sensibiliser la population au processus électoral.
- Les huit maires des arrondissements de Bangui ont rencontré l'ANE pour l'identification de sites pour la mise en place des opérations et matériaux électoraux.

### **DROITS DE L'HOMME**

- La mission continue d'appuyer le Gouvernement de la RCA afin que le système judiciaire soit rétabli dans tout le pays.
- Durant les deux dernières semaines, la Division des Droits de l'Homme de la MINUSCA a enquêté sur plusieurs cas de violation des droits de l'homme qui ont eu lieu notamment dans les zones affectées par les violences récentes, PK5, Boye-Rabe, Wango, etc.
- Des rencontres ont également eu lieu avec les Ministres de la Justice, de l'Intérieur, de la Défense Nationale, le Conseiller à la Présidence, le Procureur de la République de Bangui, le Bâtonnier, la société civile pour préparer les jugements et les arrestations des auteurs confirmés. Ces rencontres visent à renforcer la collaboration avec les autorités locales pour assurer que les responsables des crimes, anciens et récents soient déférés devant la justice et punis conformément à la loi.

### **FORCE MILITAIRE**

La force de la MINUSCA multiplie ses activités sécuritaires à travers le pays. Il s'agit de patrouilles à pied ou motorisées, surtout dans les villages et les endroits difficiles d'accès.

\*La force sécurise aussi des camps de déplacés (notamment à Batangafo et a Bambari).

\*Elle escorte les convois de commerçants sur l'axe Garoula- Bangui, à l'aller comme au retour.

NB : L'on compte par semaine plus de 300 véhiculés chargés de produits alimentaires et autres marchandises destinés à ravitailler Bangui et le reste du pays.

\*Aussi la Force accompagne les autorités administratives dans les différentes préfectures et lors de leurs tournées d'inspections. Lors de ces patrouilles, elle procède à la destruction des barricades érigées à travers le pays.

\*Parallèlement, elle continue de déployer ses différents contingents à travers le pays.

\*Le 18 octobre dernier, le commandant de la force, a personnellement installé le commandement du secteur Est à Bria.

\*Le 19 octobre, un élément précurseur de la compagnie de Génie cambodgienne était déployé.

\*Le 21 octobre, la compagnie pakistanaise s'est déployée à Kaga-Bandoro.

## **POLICE**

Durant la semaine du 14 au 22 octobre 2014, la composante police de la MINUSCA a renforcé ses activités de protection des populations civiles notamment en raison des manifestations armées qui ont eu lieu durant cette période.

En ce qui concerne les activités de l'État-major du Secteur de Bangui sur le terrain : Plus de cent cinquante (150) patrouilles ont été effectuées par les Unités de police constituées (UPC/FPU) du Cameroun, Burundi, Congo Brazzaville, RD Congo et Rwanda. Celles-ci, en plus de la dissuasion, ont rassuré les populations civiles de la municipalité de Bangui et de ses zones périurbaines. Ainsi, deux (02) cas de sauvetage de personnes contre des vindictes populaires ont été effectués comparativement à quatre (04) cas la semaine passée. Une quarantaine d'escortes de personnalités Nationales et Étrangères, des populations civiles et des Staff Nationaux et Internationaux ont été également effectuées.

Pour ce qui est des Interpellations d'individus armés par les UPC: Les UPC au cours de leurs activités de routines ont interpellé quatre (04) individus porteurs de grenades à main, cinq (05) autres détenteurs de fusils AK47 et une (01) découverte d'arme à feu.

Par ailleurs,

- Plusieurs personnes coincées chez elles ont été transportées à bord de véhicules blindés vers le marché pour le permettre de se ravitailler ;
- Des personnes blessées par balle ou par grenade ainsi que les malades ont été évacuées vers les hôpitaux afin qu'elles reçoivent des soins.
- Les UPC sont aussi intervenus pour lever les barricades dressées par les manifestants pour bloquer la circulation. De même, les UPC sont intervenus pour faire cesser des actes de vandalisme.

Il faut souligner que la Police travaille en appui à la police et à la gendarmerie nationale. Pour des besoins de collaboration et de partage d'information, il y a des officiers de liaisons des UNPOL à la police et à la Gendarmerie, et vice versa.

### **LOGISTIQUE**

Le public a sans doute remarqué ces derniers jours le grand nombre de camions commerciaux et convois transportant des équipements et du matériel mobile nécessaires au déploiement de la MINUSCA tant à Bangui qu'en secteurs, notamment à Bouar, Kaga Bandoro et Bria. Ces convois vont se poursuivre pendant les 2-3 prochains mois.

La MINUSCA a maintenant 6 hélicoptères opérationnels (3 civils et 3 militaires) qui sont utilisés pour transporter du personnel et du matériel de la Mission. Ces hélicoptères sont également utilisés pour le ravitaillement d'urgence aux troupes en dehors de Bangui.

La MINUSCA continue de publier des offres d'emploi et de recruter du personnel local sur une base permanente et temporaire. Le personnel local chargé de la maintenance des installations et des équipements de la MINUSCA dans les secteurs et régions sera engagé à partir des zones locales.

### **Questions/Réponses**

**Association des Radios Communautaires (ARC)** : Ma première préoccupation concerne la restauration de l'autorité de l'Etat. Nous savons que la MINUSCA vient en appui au gouvernement pour la restauration de l'autorité de l'Etat dans les provinces, quelle est la stratégie mise en place par la MINUSCA et les autorités de la transition dans ce sens ? Comme deuxième question, j'aimerais savoir s'il est aujourd'hui possible d'organiser, dans un bref délai car certains parlent de février 2015, les élections en RCA par rapport à la réalité actuelle et la situation sécuritaire ? Troisièmement, qu'est-ce que la MINUSCA pense du processus de DDR ?

**Myriam Dessables** : Si vous le permettez, vos questions étant liées, j'aimerais répondre ensemble. Les élections et la restauration de l'autorité de l'Etat vont ensemble. La restauration de l'autorité de l'Etat fait partie du mandat de la MINUSCA, tel que donné par le Conseil de sécurité de l'ONU dans la résolution 2149. Pour le moment nous avons une restauration progressive. Il faut bien se remettre dans le contexte de la perspective de la transition avec ses phases I, II et III telles que prévues, entre autres, par la médiation. La restauration de l'autorité de l'Etat accompagne aussi ces phases et cela, graduellement. Nous aimerions tous que le processus s'accélère. Jusqu'à présent nous ramenons les préfets et les autres autorités locales dans les différentes préfectures, en accompagnement du déploiement de la force, pour garantir les conditions sécuritaires nécessaires à l'exercice de leur fonction. En ce qui concerne les élections, je pense que vous avez tous les éléments précisés durant ces derniers jours, y compris par le représentant du Médiateur international qui demande l'organisation d'élections consensuelles et apaisées le plus vite possible. La détermination devra être faite de manière autant politique que logistique.

Selon le représentant du médiateur, il fallait voir dans quelle mesure mettre sur pied des élections, peut-être, simplifiées de manière à ne pas faire trainer la transition. Je crois que les autorités de l'ANE avaient elles-mêmes un certain moment évoqué le fait que février puisse être une date peu réaliste mais la médiation a bien fait valoir la nécessité de ne pas trainer dans la transition. Par rapport à votre question au niveau du DDR, la MINUSCA a le mandat d'appuyer le gouvernement centrafricain dans la l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme DDR, cela est dans la résolution 2149, et le rapatriement de combattants étrangers. Pour cela, la mission va accompagner le processus de paix engagé avec l'accord de Brazzaville pour aider au regroupement des combattants, une fois les conditions réunies, ainsi que le lancement des préparatifs pour l'élaboration d'un programme DDR, y compris la nomination par le gouvernement du haut-commissaire pour le DDR et la RSS qui n'est pas encore en place. Il faut aussi bien se rappeler qu'un programme DDR a comme prérequis absolu un accord politique entre tous les partenaires et que des conditions acceptables de sécurité doivent être mises en place pour que les combattants volontaires à la démobilisation puissent se réinstaller en paix dans les milieux de leur choix. Et ces conditions ne sont pas encore toutes réunies. Nous ferons tout ce qui est possible, en ce qui nous concerne, pour que les négociations politiques avancent et que la sécurité revienne progressivement sur toute l'étendue du territoire centrafricain.